

Les militants écologistes amendent le Plan local d'urbanisme de la Métropole de Rouen

Urbanisme. Rémonté contre le Plan local d'urbanisme de la Métropole, un collectif d'associations fait aussi part de ses propositions.

PARIS NORMANDIE - [Pascale BERTRAND](#)

Publié le 20/09/2019 à 04:50

Mis à jour le 20/09/2019 à 21:56

Temps de lecture : 1 minute



Tableau blanc pour Philippe Vue, militant écolo qui multiplie les réunions sur le terrain avec le collectif d'associations. (Photo Paris-Normandie)

Voilà un mois qu'[un collectif d'une douzaine d'associations](#), emmenées par Bouillons Terres d'avenir, arpente les marchés et multiplie les réunions publiques « *pour informer les habitants des conséquences du [Plan local d'urbanisme 2022-2033](#) que les élus de la Métropole Rouen Normandie ont arrêté en juin dernier* ». Porte-parole de ce collectif, Philippe Vue estime que l'enquête publique, débutée le 19 août, n'a fait l'objet que « *de bien peu de publicité et que les habitants ont besoin d'être informés* ». Sous-entendu... avant de faire part de leurs observations aux commissaires enquêteurs qui sillonnent, eux aussi, les mairies avec leurs permanences. Le collectif a donc demandé un prolongement de l'enquête publique au-delà du 1er octobre.

Le « gimmick » des écolos convaincus fait entendre un « *gaspillage de 1 020 ha de terrains non construits (prairies, vergers...) mais promis à l'urbanisation qu'il faudrait laisser en l'état* ». Dans le détail, 360 hectares sont dédiés au logement, 300 aux commerces, autant à des zones d'activités et 250 aux infrastructures dont 242 ha pour laisser passer le futur contournement est de Rouen.

« *Évidemment, nous sommes contre le contournement qui n'a pas de raison d'être*, résume Philippe Vue. Contre aussi l'espace consommé pour développer du commerce en périphérie des villes. Et contre la construction de logements, au motif que « *les besoins estimés ne correspondent à aucune réalité* », poursuit le militant. « *Dans ce PLUi, la Métropole nous parle d'une augmentation de 2 400 habitants par an et donc*

la construction de 27 750 nouveaux logements. Or, l'Insee prévoit 600 habitants en plus par an : nous n'avons donc pas besoin de tant de constructions ». Alain Thomas, membre de Bouillons Terres d'Avenir, complète l'argument et propose de décliner plus encore le concept — déjà éprouvé par Rouen, « Construire la ville sur la ville ». Adoptant elle aussi la formule, Sotteville-lès-Rouen compte ainsi aménager des zones à forte densité d'habitat (80 logements à l'hectare contre parfois 40). Illustration au Grand-Quevilly où le bailleur Quevilly-Habitat expérimente une surélévation d'un de ses immeubles pour optimiser les mètres carrés.

Pour étendre les zones d'activités ? « *Pourquoi ne pas doubler le parc de la Vatine en construisant au-dessus des parkings ?* », interroge encore Alain Thomas. À lire [les observations faites dans le cadre de l'enquête publique](#), il apparaît que les habitants commencent eux aussi à se poser des questions.

Devant le déficit d'explications des responsables du projet de PLU I j'ai décidé d'organiser une réunion publique sur ce dossier, élaboré par la [@MetropoleRouenN](#). Espace Guillaume le Conquérant a [@BG76230](#) le 23/09 à 19h. [@PascaleBertrand](#) [@paris_normandie](#) [@76actu](#) [@DLetainturier](#) [pic.twitter.com/S9wKE91q0x](#)

— Gilbert Renard (@Gilbert_Renard) [September 16, 2019](#)

Écolos, mais pas que...

Après la première permanence des commissaires enquêteurs, samedi 14 septembre et avant la seconde qui se tient mercredi 25 septembre, compte tenu des interrogations des habitants, le maire de Bois-Guillaume, Gilbert Renard, a décidé de proposer une réunion publique, lundi 23 septembre à 19 h à l'espace Guillaume-le-Conquérant. Une rencontre que Gilbert Renard justifie lui aussi par « *un déficit d'explications des responsables du projet de PLUi* ». Pour rappel, Gilbert Renard n'avait pas adopté le document arrêté en juin, « *fait à marche forcée, sans que les mairies n'aient eu le temps de bien travailler les choses* ».

Réunion publique lundi 23 septembre à 19 h, à l'espace Guillaume-le-Conquérant de Bois-Guillaume.

Pascale Bertrand